



---

Fédération des personnels des services publics et des services de santé FORCE OUVRIERE 153 - 155 rue de Rome 75017  
PARIS

☎ 01 44 01 06 00 - ✉ [fo.sante-sociaux@fosps.com](mailto:fo.sante-sociaux@fosps.com) - [fo.territoriaux@fosps.com](mailto:fo.territoriaux@fosps.com) 🌐 [www.fosps.com](http://www.fosps.com) -  
[www.foterritoriaux.org](http://www.foterritoriaux.org)

---

**Madame Agnès BUZYN**  
**Ministre des Solidarités et**  
**de la Santé**

14, Avenue Duquesne  
75350 PARIS 07 SP

Paris, le 18 Mai 2017

Réf. DBa/GM

**Objet :**  
**Demande d'audience auprès de la Ministre**  
**des Solidarités et de la santé**

Madame la Ministre,

Nous tenons tout d'abord à vous féliciter chaleureusement pour votre nomination à la tête du ministère des solidarités et de la santé. Le secteur de la santé, dans lequel l'hospitalisation occupe une place centrale a, comme vous le savez, subi de nombreuses réformes ces huit dernières années.

De la réforme de sa « gouvernance », avec la loi Bachelot dite HPST, aux regroupements hospitaliers, avec les GHT de la loi Touraine dite de « modernisation de notre système de santé », l'hôpital est confronté à des contraintes de plus en plus importantes, dans un contexte de réduction des dépenses publiques.

De ce point de vue, Force Ouvrière ne cesse de mettre l'accent sur la nature socialement dégradante, économiquement inefficace et démocratiquement dangereuse des politiques économiques et sociales menées aux plans européen et national.

C'est dans ce cadre qu'intervient cette année, la dernière phase du plan Ondam triennal. Celui-ci va directement affecter les conditions de travail et d'exercice des professionnels, par une accélération des suppressions de postes. Quand dans le même temps, la mise en œuvre à marche forcée des GHT, rencontre de plus

en plus de crainte et d'opposition de la part des responsables hospitaliers, du corps médical, des agents hospitaliers et de leurs organisations syndicales.

Un exemple récent accrédite encore plus cette analyse, elle concerne la prise de position de la conférence nationale des directeurs de CHU qui demande un desserrement de l'ONDAM 2017, estimant que les moyens budgétaires à leur disposition ne leur permettent pas de mener à bien leurs missions.

Dans ce contexte, il nous paraît important à Force Ouvrière, de rappeler notre profond attachement au cadre national du Statut des personnels en lien avec la nature juridique de l'hôpital public.

Notre Fédération, est tout aussi attachée à la liberté de négociation et de concertation. C'est pourquoi nous vous sollicitons pour une audience afin d'aborder l'ensemble de ces sujets et les mesures que vous entendez mettre en avant afin de préserver l'hôpital public, avec ses emplois et son offre de soins, qui constitue, avec la Sécurité Sociale, l'un des acquis les plus importants de notre pays.

Veillez croire, Madame la Ministre à l'assurance de notre très haute considération et de nos sentiments les plus cordiaux.

**Denis BASSET**  
**Secrétaire Général**  
**« Branche Santé »**

